

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1484

24 mai 2016

### SOMMAIRE

Berlinvest S.à r.l. ....	71189	PepsiCo Group .....	71195
BV Investments S.à.r.l. ....	71192	Picasso Holdings S.à r.l. ....	71195
Canyon Capital Finance S.à.r.l. ....	71231	QS Real Estate Select European Opportunities S.à r.l. ....	71193
Cyrus Group Management SA (CGM SA) ...	71193	Quilvest European Investment Corp. ....	71194
Elderflower Infrastructure III S.à r.l. ....	71221	RE Car Parts S.à r.l. ....	71188
Elderflower Infrastructure II S.à r.l. ....	71219	Regio Office Center (Luxembourg) S.à r.l. ...	71195
Elderflower Infrastructure IV S.à r.l. ....	71224	Ringwil Investments S.à r.l. ....	71194
Elderflower Infrastructure VI S.à r.l. ....	71229	SAFSAF S.A., SPF .....	71194
Elderflower Infrastructure V S.à r.l. ....	71226	Seaworld S.à r.l. ....	71186
Euro Construction Moderne Sàrl .....	71231	Selp (Delta Spare 1) S.à r.l. ....	71186
Flex GP S.à r.l. ....	71211	Selp (Delta Spare 2) S.à r.l. ....	71186
Fondation de la Ronce S.A. ....	71196	Shady International S.A. ....	71193
Ideos S.A. ....	71188	Shipinvest S.A. ....	71189
Ino-Re Lux 01 S.à r.l. ....	71188	Shiv Investments S.A. ....	71190
Intesa Sanpaolo Servitia S.A. ....	71186	Sioux S.A. ....	71190
Kenny S.A. ....	71187	Sped-Log AG .....	71190
KS Holding Group .....	71187	Teilen Invest S.A. ....	71190
Kwest S.A. ....	71187	The Enterprise Expansion Fund .....	71191
Léon Kremer S.à r.l. ....	71188	Treveria F S.à r.l. ....	71191
LG Property SA .....	71187	VIY Managers S.à r.l. ....	71191
Little Hero Luxembourg S.A. ....	71189	Weghsteen International S.A. ....	71192
Orchidee Blanche S.A. ....	71191	Xieon Networks S.à r.l. ....	71192
Passivhaus Construction SA .....	71195		

**Seaworld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 200.842.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2016076804/12.

(160041844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

**Selp (Delta Spare 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 196.495.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 14 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016076807/13.

(160041728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

**Selp (Delta Spare 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 196.540.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 14 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016076808/13.

(160041727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

**Intesa Sanpaolo Servitia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 14.241.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg au siège social le 2 mars 2016.*

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne KPMG Luxembourg, 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises avec un mandat annuel expirant donc à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2016, à tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jean-Claude KRIEGER

*Administrateur délégué & CEO*

Référence de publication: 2016077957/16.

(160043136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Kenny S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 49.692.

—  
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration, réuni en date du 16 février 2016, a pris à l'unanimité la décision suivante:  
- d'élire en son sein Monsieur Marc Koeune comme président du Conseil d'administration, avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016079505/11.

(160045462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**KS Holding Group, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 181.116.

—  
*Décision de l'associé unique*

En date du 12 janvier 2016, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a adopté la résolution suivante:

1. Acceptation de la démission de Monsieur Tamir Chogdon, gérant de catégorie B, avec effet au 15 décembre 2015.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Eurasian Resources Group Sàrl

*Associé unique*

Référence de publication: 2016079512/16.

(160044845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Kwest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 48.388.

—  
*Extrait des résolutions du conseil d'administration du 10 mars 2016*

1. Le conseil d'administration décide d'accepter la démission de Monsieur Natale Capula en tant qu'administrateur avec effet au 30 juin 2015.

2. Le Conseil d'administration coopte Monsieur Xavier VINCENT, né à Messancy (Belgique), le 9 novembre 1984, demeurant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Natale CAPULA. Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

3. Le siège social est transféré au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016079513/17.

(160045688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**LG Property SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.  
R.C.S. Luxembourg B 164.938.

Je vous informe de ma démission en qualité de commissaire aux comptes de la société LG PROPERTY SA - 10, rue de l'Avenir - L3895 FOETZ- RCS B164938 avec effet au 31.12.2015

Abweiler, le 13 mars 2016.

Anne Scieur.

Référence de publication: 2016079544/10.

(160045151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Ideos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 169.175.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société tenu en date du 14 mars 2016 que Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7 avril 1966 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016079459/13.

(160045368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Ino-Re Lux 01 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 139.512.

—  
Nous vous prions de bien vouloir prendre note de la mise à jour de la fonction des gérants suivant et ce avec effet au 11 janvier 2016.

- Monsieur Mark BECKETT, Gérant A;
- Madame Claudine SCHINKER, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079468/15.

(160045461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Léon Kremer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4410 Soleuvre, 1A, Um Woeller.  
R.C.S. Luxembourg B 22.913.

—  
*Extrait de la décision des associés du 18 février 2016*

Les associés décident de transférer le siège social actuellement établi à L-4384 Ehlerange, 18, Z.A.R.E Ouest, vers L-4410 Soleuvre, 1A, Um Woeller.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079514/13.

(160045740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**RE Car Parts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 157.608.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016083299/13.

(160042730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Little Hero Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 168.528.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2016.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016085999/12.

(160053180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Berlinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 187.276.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 8 Mars 2016*

Madame KOPRIVTCHINA Darina, employée, née à Sofia (Bulgarie) le 26 juillet 1987, demeurant professionnellement à 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, a été nommé gérant de la société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Les personnes suivantes forment l'ensemble du conseil de gérance de la société:

- MOSER Laurent (gérant);
- BOUYER Sylviane (gérante);
- MOTTIN Nicolas (gérant);
- KOPRIVTCHINA Darina (Gérante);

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Berlinvest S.à r.l.

Référence de publication: 2016083304/19.

(160045925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Shipinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 69.586.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 29 février 2016:*

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Robert RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Reginald NEUMAN, avec adresse au 4, Poststrasse, CH-6403 Küsnacht am Rigi, Suisse, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2016080467/23.

(160046128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Shiv Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 95, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 183.115.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 11 mars 2016 à 17 heures*

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Madame Galina ROKOSUIEVA de son poste d'Administrateur.

Le Conseil d'Administration coopte l'Administrateur intérimaire suivant:

Monsieur Mathieu COURTOIS, né le 8 mars 1983 à MESSANCY Belgique et ayant son adresse professionnelle au 45, route d'Arlon L-8009 STRASSEN.

Monsieur Mathieu COURTOIS remplacera le mandat de l'Administrateur démissionnaire.

Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2019 qui statuera sur les Comptes Annuels de l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHIV INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2016080468/18.

(160046415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Sioux S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.893.

—  
La société Benoy Kartheiser Management S.à r.l. ayant son siège social au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 33849, inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables de Luxembourg présente sa démission en tant que dépositaire des actions au porteur de la société SIOUX S.A., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52893, avec effet au 15 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016080473/13.

(160046138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Sped-Log AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1120 Wasserbillig, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 68.993.

—  
Die Hauptversammlung hat mit Datum vom 14. März 2016 beschlossen:

Das Mandat des Verwaltungsratsmitgliedes Herr Gerhard FABER, geboren am 18. März 1965, D-Polch, Anschrift in 2 in der Acht, D-56751 Gering wird bestätigt und bis zum 31. Dezember 2019 verlängert.

Référence de publication: 2016080489/10.

(160046057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Teilen Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 115.258.

—  
*Extrait de la décision prise par l'administrateur unique du 10 mars 2016*

L'administrateur unique décide le transfert du siège social au 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à la date du 22 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016080519/13.

(160046186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**The Enterprise Expansion Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 184.554.

—  
EXTRAIT

Il résulte des décisions des actionnaires prises en date du 18 novembre 2015 que:

- M. Wilhelm Johannes Elmar Icke a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 10 septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

THE ENTERPRISE EXPANSION FUND

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2016080504/15.

(160046088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Treveria F S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 116.249.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par les associés de la Société en date du 10 mars 2016 que:

- La démission de Madame Sandrine BISARO gérant de la Société, avec effet immédiat, a été acceptée;

- La personne suivante a été nommée en tant que gérant, avec effet immédiat ce pour une durée indéterminée:

\* Monsieur Marouf MOUTAIROU, né le 12 avril 1982 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080514/16.

(160046308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**VIY Managers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 172.598.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme VIY Managers, avec siège social à L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 172.598, en date du 19 février 2016:

- que Monsieur Andrey Yakunin, né à Saint Pétersbourg, Russie, le 5 avril 1975, demeurant au 88 West Heath Road, NW3 7UJ Londres, Royaume-Uni a été nommé Administrateur de classe A.

Echternach, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080555/14.

(160046643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Orchidee Blanche S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 181.057.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086086/9.

(160053913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Weghsteen International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8245 Mamer, 3, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 55.439.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 04 février 2016 à 20 heures au siège social de la société*

**Démission d'un Administrateur**

L'assemblée générale prend acte de la démission de la fonction d'administrateur de Mme Isabelle Isaac Castiau, (domiciliée professionnellement 3, Rue de la Libération à L-8245 Mamer) en date du 22 janvier 2016

Cette décision est prise à l'unanimité

Nomination d'un nouvel administrateur.

L'assemblée générale décide de nommer en tant que nouvel administrateur Mr Christophe SCHOCKERT, né le 16 novembre 1975 à B-Messancy, domicilié professionnellement 3, Rue de la Libération à L-8245 Mamer. Son mandat prend cours ce jour.

Le mandat est d'une durée de 6 ans.

Cette décision est prise à l'unanimité

Référence de publication: 2016083309/18.

(160045920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Xieon Networks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 170.464.

—  
Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse:

1. Des gérants de classe B suivants, et ce avec effet immédiat:

- Monsieur Jean - Charles FAHMY, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

- Monsieur José - Miguel PELEATO, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

2. De l'associé unique et ce avec effet immédiat:

- Xieon Networks Solutions S.à r.l., 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Renaud Ransy

*Mandataire*

Référence de publication: 2016083311/19.

(160045916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**BV Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 312.500,00.**

Siège social: L-2111 Luxembourg, 1, rue Guillaume de Machault.

R.C.S. Luxembourg B 194.016.

—  
Le gérant déclare que les parts détenues dans le capital de la Société par Monsieur Maxime DEMOITELLE ont été transférées, à hauteur de 3 parts à Monsieur Nicolas DOTTA né le 04/05/1983 à Monaco, et domicilié au 19 Boulevard de Suisse, à 98000 Monaco et, que les parts détenues dans le capital de la Société par Monsieur Mehdi BENBACHIR ont été également transférées, à hauteur de 2 parts à Monsieur Nicolas DOTTA.

Suite à la constatation d'une erreur dans l'orthographe du nom de Monsieur Carl Henrikson, le gérant déclare que l'orthographe correcte est bien Henrikson.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Mehdi BENBACHIR

*Le gérant technique*

Référence de publication: 2016083305/17.

(160045919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---



**Cyrus Group Management SA (CGM SA), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 192.472.

—  
The Board decided to make the following clarifications regarding the name of the administrator currently registered under the name of Sam RASSOULI:

The first name of Sam scratched.

He is replaced by the full name of the administrator and the common name in summary: Gholamhassan HAJIRASOULI named Hassan RASSOULI.

Luxembourg March 6, 2016.

Le conseil d'administration a décidé d'apporter les précisions suivantes quant au nom de l'administrateur inscrit présentement sous le nom de Sam RASSOULI:

Le prénom de Sam est rayé.

Il est remplacé par le nom complet de l'administrateur et son nom usuel en résumé:

Gholamhassan HAJIRASOULI named Hassan RASSOULI

Luxembourg, le 6 mars 2016.

Référence de publication: 2016080604/19.

(160046441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Shady International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 95.864.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 02 mars 2016*

Le Conseil d'Administration prend note de la démission avec effet immédiat de Madame Luisella MORESCHI de ses fonctions d'administrateur du conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration décide de nommer aux fonctions d'administrateur en remplacement Monsieur Marc BO-DELET, né le 07 novembre 1965 à Ixelles (Belgique) et demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

Cette nomination fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

*Pour SHADY INTERNATIONAL S.A.*

Signature

Référence de publication: 2016080465/18.

(160046086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**QS Real Estate Select European Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 186.782.

—  
*Extrait du rapport de gérance du 14 Décembre 2015*

Le Conseil de Gérance a approuvé la nomination de Monsieur Christian Baillet, citoyen français, demeurant professionnellement au 23, Stockerstrasse, CH-8027 Zurich, Suisse, en tant que gérant de la Société, avec effet immédiat;

De plus, le Conseil de Gérance a approuvé la nomination de Monsieur Marc Manasterski, citoyen français, demeurant professionnellement au 243, Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, France, en tant que gérant de la Société, avec effet immédiat;

Enfin, le Conseil de Gérance a approuvé la nomination de Monsieur Kaloyan Kostov, citoyen français, demeurant professionnellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016080395/17.

(160045814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Ringwil Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1474 Luxembourg, 3A, sentier de l'Espérance.

R.C.S. Luxembourg B 201.583.

—  
*Extract of the sole resolution adopted by the Board of Managers of the Sole Manager on December 18<sup>th</sup>, 2015*

*Sole resolution*

The Board of Managers of the Sole Manager decides to transfer the legal seat and registered office of the Company from the 17, Boulevard Royal, L-2449 to the 3A Sentier de l'Espérance, L-1474, Luxembourg with effect on 15 January 2016.

Done in Luxembourg, on December 18<sup>th</sup>, 2015.

The Domiciliating Agent

Olivier Hance

*Avocat à la Cour / Hance Law Avocats*

**Suit en français la traduction de ce qui précède:**

*Extrait de la résolution unique prise par le Conseil de gérance du gérant unique en date du 18 décembre 2015*

*Résolution unique*

Le Conseil de gérance du gérant unique décide de transférer le siège social de la Société établie actuellement au 17 Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg au 3A Sentier de l'Espérance, L-1474, Luxembourg avec effet au 15 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Le domiciliataire

Olivier Hance

*Avocat à la Cour / Hance Law Avocats*

Référence de publication: 2016080402/26.

(160045815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**SAFSAF S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 186.927.

—  
- Selon l'extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> Juin 2015, il en résulte:

\* Révocation du Commissaire aux Comptes FINANCIAL GROUP CONSULTING SA, établie et ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B152.500.

\* La Nomination du Commissaire aux Comptes TEROKO SARL, établie et ayant son siège social à L-1818 Howald, 4 rue des Joncs Bat 5, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B115732.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> Juin 2015.

Référence de publication: 2016080455/14.

(160045726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Quilvest European Investment Corp., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 20.089.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086137/9.

(160053722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

---

**Regio Office Center (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 97.197.

---

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

«Par jugement du 10 mars 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- REGIO OFFICE CENTER (Luxembourg) SàRL (B-97.197),

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Anita LECUIT, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 10 avril 2015.

Pour extrait conforme  
Lionel GUETH-WOLF  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016080399/18.

(160046204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**PepsiCo Group, Société Coopérative.**

**Capital social: USD 14,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard van Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 163.793.

L'adresse de l'administrateur A suivant a changé comme suit:

Geoffrey D.L. Picrit, avec adresse professionnelle au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PepsiCo Group  
Domenico Latronico  
*Administrateur B*

Référence de publication: 2016080355/15.

(160046029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Picasso Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 15.000,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 198.736.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016083297/11.

(160042735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Passivhaus Construction SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 161.654.

Je vous informe de ma démission en qualité de commissaire aux comptes de la société PASSIVHAUS CONSTRUCTION SA - 10, rue de l'Avenir - L3895 FOETZ- RCS B161654 avec effet au 31.12.2015

Abweiler, le 13 mars 2016.

Anne Catherine Scieur.

Référence de publication: 2016079660/10.

(160045150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Fondation de la Ronce S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.488.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December.

In front of Maître Jacques KESSELER, notary established in the city of Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "FONDATION DE LA RONCE S.A." a "société anonyme", having its registered office in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 156488 incorporated by deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on October 20, 2010, published in the "Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations" ("Mémorial C"), number 2702 dated December 8, 2010 (the "Company").

The meeting was opened by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange who appointed Mrs Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange as secretary.

The meeting elected as scrutineer Mrs Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange.

The board of the meeting having those been duly constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Approval of the resignation of the directors of the Company with immediate effect and discharge to grant them;
2. Approval of the resignation of the statutory auditor of the Company with immediate effect and discharge to grant it;
3. Transfer of the registered office of the Company from its current address in the Grand-Duchy of Luxembourg to the Republic of Malta ("Malta") at the following address: Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel BKR 3000, Malta. This resolution is to be approved under the condition of the registration of the Company before the Trade and Companies Register of Malta;
4. Amendment of the name of the company into "Fondation de la Ronce Limited";
5. Determination of the duration of the Company;
6. Total restating of the articles of association of the Company in order to adapt them to the legislation of Malta;
7. Power to be granted;
8. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain here annexed to the present deed. The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the attendance list, all the shares are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed. After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The general meeting decides to accept the resignation of Mr. Ronald CHAMIELEC, Mr. José CORREIA and Mrs. Stéphanie STACCHINI as directors of the Company with immediate effect and grant them full discharge for the execution of their mandates until this date.

*Second resolution:*

The general meeting decides to accept the resignation of Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg as statutory auditor of the Company with immediate effect and grant it full discharge for the execution of its mandates until this date.

*Third resolution:*

The general meeting decides to transfer the administrative registered office and central management seat of the Company from its current address in the Grand Duchy of Luxembourg to Malta, and to change the Company's nationality and continue it as a company under the laws on commercial companies of Malta and the rules concerning juridical-person status, the Company being maintained without break in continuity and without the creation of a new legal entity and all of this under the condition of the issuance of a certificate of continuance concerning the Company under the law of Malta. The transfer will be effective on the date of issuance of such certificate of continuance.

The general meeting notes that this resolution was taken in accordance with the article 67-1 (1) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended time to time.

The general meeting decides that the registered office in Malta will be Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel BKR 3000, Malta.

*Fourth resolution:*

The general meeting decides to amend the name of Company into “Fondation de la Ronce Limited”.

*Fifth resolution:*

The general meeting decides to set the duration of the company for an indefinite term.

*Sixth resolution:*

The general meeting decides to proceed to a total restating of the articles of association of the Company in order to adapt them to the legislation of Malta and to state them as follows:

**« 1.1 Preliminary.**

A. Hereinafter the Companies Act, Cap. 386 as amended from time to time shall be known as the “Act”.

B. The Articles / Regulations for the Management of a Private Limited Liability Company found in Parts I and II of the First Schedule of the Act are hereby excluded.

C. The following terms used hereinbefore and hereinafter in these Memorandum and Articles of Association shall have the meanings assigned to them hereunder:

- a. ‘Board’ shall mean the Board of Directors if the Company;
- b. ‘Company’ means Fondation de la Ronce Limited;

c. ‘Person’ includes a limited liability company, a partnership or other Body of Persons as defined under the Income Tax Act, Cap. 123 of the Laws of Malta.

D. The Company is established as a private exempt company as defined in the Act and accordingly:

- (i) the right to transfer shares is restricted in the manner hereinafter prescribed;
- (ii) the number of members of the company is limited to fifty;
- (iii) the invitation to the public to subscribe to shares or debentures of the company is prohibited;
- (iv) the company shall not have the power to issue share warrants to bearer.

The Company is a private exempt company and accordingly:

- (a) The number of persons holding debentures of the Company is not more than fifty; and
- (b) No body corporate is a director of the Company, and neither the Company nor any of the directors is party to an arrangement whereby the policy of the Company is capable of being determined by persons other than the directors, members or debenture holders thereof;

and this without prejudice to the provisions contained in Section 211 of the Companies Act.

**2. Resolutions.** A resolution in writing signed by:

(a) all the members for the time being entitled to receive notice of and to attend and vote at any general meeting of the company, or

(b) all the Directors appearing as directors of the company from time to time in the public register of the company at the Registry of Companies,

shall be valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the relevant body duly convened and held.

Several distinct copies (including fax copies) of the same document or resolution signed by each of the members or directors shall when placed together constitute one writing for the purposes of this Article.

**3. Share capital and variation of rights.**

(a) Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of any existing shares or class of shares, any share in the company may be issued with such preferred, deferred or other special rights or such restrictions, whether in regard to dividend, voting, return of capital or otherwise as the company may from time to time by ordinary resolution determine.

(b) Subject to the provisions of Article 115 of the Companies Act any preference shares may, with the sanction of an ordinary resolution, be issued on the terms that they are, or at the option of the company are liable, to be redeemed on such terms and in such manner as the company before the issue of the shares may by extraordinary resolution determine.

(c) The company may exercise the power of paying commissions or of making discounts or allowances provided it complies with the requirements of Article 113 of the Companies Act. Such commission may be satisfied by the payment of cash or the allotment of fully or partly paid shares or partly in one way and partly in the other.

(d) Every person whose name is entered as a member in the register of members shall be entitled without payment to receive one certificate for all his shares or several certificates each for one or more of his shares. If a share certificate be defaced, lost or destroyed, it may be renewed on application of the member on such terms (if any) as to evidence and indemnity and the payment of out-of-pocket expenses of the Company for investigating evidence as the directors think fit.

#### 4. Call on shares.

(a) The Board of Directors may from time to time make calls upon the members in respect of any moneys unpaid on their shares. A call may be revoked, modified or postponed as the Directors may determine. Any member shall be entitled to at least seven (7) days notice.

(b) The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect thereof.

(c) If a sum called in respect of a share is not paid before or on the date appointed for the payment thereof, the person from whom the sum is due shall pay interest thereon from the day appointed for payment thereof to the time of actual payment at such rate not exceeding eight per centum (8%) as the directors may determine, but the directors shall be at liberty to waive payment of such interest wholly or in part.

(d) Any sum which by the terms of issue of a share becomes payable on allotment or at any fixed date, whether on account of the nominal value of the share or by way of premium shall for the purposes of these Articles be deemed to be a call duly made and payable on the date on which, by the terms of issue, the same becomes payable, and in case of non-payment, all the relevant provisions of these Articles as to payment of interest and expenses, forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.

(e) The directors may, on the issue of shares, differentiate between the holders as to the amount of calls to be paid and the times of payment.

(f) The directors may, if they think fit, receive from any member willing to advance the same, all or any part of the moneys uncalled and unpaid upon any shares held by him, and upon all or any of the moneys so advanced may (until the same would, but for such advance, become payable) pay interest at such rate not exceeding eight per centum (8%), as may be agreed upon between the directors and the member paying such sum in advance.

#### 5. Transfer of shares.

(a) The instrument of transfer of any share shall be executed by or on behalf of the transferor and transferee and the transferor shall be deemed to remain a holder of the share until the name of the transferee is entered in the register of the members thereof.

(b) Any member may transfer his shares to another member for such consideration as may be agreed between the transferor and the transferee and the other members shall have no rights of option with respect to such shares.

#### 6. Pledging of securities.

(a) The members may enter into any agreement relating to the pledging of their shares or the creation of any rights in connection with the said shares for any reason they may deem fit and with such third parties as they deem appropriate.

(b) The holders of other securities issued by the Company may enter into any agreement relating to the pledging of their securities or the creation of any rights in connection with the said securities for any reason they may deem fit and with such third parties as they deem appropriate.

(c) Upon the Company being notified of such a pledge agreement, the Company shall record that fact in its register of members or debentures and the Company shall recognize all rights validly granted to any third parties and shall act according to and consistently with the terms of such agreement in all matters.

(d) Insofar as and to the extent that such a pledge agreement validly vests third parties with rights pertaining to the shares or debentures normally exercisable respectively by the members or the debenture holders of the Company, such rights shall be exercisable by the third parties as though they were the members or debenture holders of the Company to the exclusion of the member or members or holder or holders of the relevant securities.

**7. Transmission of shares.** Shares are transferable on death of a shareholder to his heirs according to any will or the law. Until such time as the rightful heir is established the estate of the deceased member will be deemed to be the holder of the shares.

**8. Failure to pay up upon call.** Where a member fails to pay up such part of any share after a call has been made to this effect such member shall be liable to the company and the company may sue the member for the collection of a civil debt.

**9. Meetings in Malta.** All meetings of the Board of Directors and any general meeting of the members of the company shall be held in Malta unless otherwise resolved by the Directors of the company.

#### 10. General meetings.

(a) The Annual General Meeting of the company shall be held at such time and at such place as the Directors shall appoint.

(b) All General Meeting other than the Annual General Meeting shall be called Extraordinary General Meetings.

(c) The directors may, whenever they think fit, convene an extraordinary general meeting, and extraordinary general meetings shall also be convened on such requisition, or, in default, may be convened by such requisitionists, as provided by Article 129 of the Companies Act. If at any time there are not in Malta sufficient directors capable of acting to form a quorum any director or any two members of the company may convene an extraordinary general meeting in the same manner, as nearly as possible, as that in which meetings may be convened by the directors.



### **11. Notice of general meetings.**

(a) Notice of any general meeting shall be given to all members of the company, to all directors, and to the auditors of the company.

(b) A general meeting of the Company shall be called by fourteen (14) days' notice in writing at the least. The notice shall be exclusive of the day on which it is served or deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the place, the day and the hour of meeting and, in case of special business the general nature of that business, and shall be given, in the manner hereinafter mentioned or in such other manner, if any, as may be prescribed by the Company in general meeting, to such persons as are, under the Articles of the Company entitled to receive such notices from the Company:

Provided that a meeting of the Company shall, notwithstanding that it is called by shorter notice than that specified in this Article, be deemed to have been duly called if it is so agreed by all the members entitled to attend and vote thereat.

(c) The accidental omission to give notice of a meeting to, or to non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

### **12. Proceedings at general meetings.**

(a) All business shall be deemed special that is transacted at an extraordinary general meeting, and also all that is transacted at an Annual General Meeting with the exception of:

- (i) declaring a dividend,
- (ii) the consideration of the accounts and balance sheets,
- (iii) the reports of the directors and auditors,
- (iv) the election of directors in place of those retiring or resigning or being removed, and
- (v) the appointment of, and the fixing of the remuneration of, the auditors.

(b) No business shall be transacted at a General Meeting of the company unless a quorum of members is present at the time the meeting proceeds to business.

(c) Any one (1) member holding at least fifty-one per centum (51%) of the shares holding voting rights in the company shall form a quorum. Provided that should there not be a quorum within half an hour of the appointed time, the member or members present shall constitute a quorum and the meeting can then proceed to transact business.

(d) Each share shall entitle the member to one (1) vote.

(e) The Chairman, if any, of the Board of Directors shall preside as chairman at every general meeting of the company, or if there is no such Chairman, or if he shall not be present within fifteen (15) minutes after the time appointed for the holding of the meeting or is unwilling to act, the directors present shall elect one of their number to be chairman of the meeting.

If at any meeting no director is willing to act as chairman or if no director is present within fifteen (15) minutes after the time appointed for holding the meeting, the members present shall choose one of their number to be chairman of the meeting.

This requirement shall not apply if the Chairman or members of the Board of Directors are in a country different from that in which the general meeting is being held.

(f) The chairman of the meeting may, with the consent of any general meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the meeting), adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for thirty (30) days or more, notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as aforesaid, it shall not be necessary to give any notice of an adjourned meeting or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

(g) At any general meeting a resolution put to the vote of the meeting shall be decided on a show of hands.

A declaration by the chairman that a resolution has on a show of hands been carried or carried unanimously, or by a particular majority, or lost and an entry to that effect in the book containing the minutes of the proceedings of the company shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against such resolution:

Provided that where a resolution requires a particular majority in value, the resolution shall not be deemed to have been carried on a show of hands by the required majority unless there be present at the meeting, whether in person or by proxy, a number of members holding in the aggregate the required majority as aforesaid.

(h) In the case of an equality of votes, the chairman of the meeting at which the show of hands takes place, shall be entitled to a second or casting vote.

(i) Subject to any rights or restrictions for the time being attached to any class or classes of shares, on a show of hands every member present in person or proxy shall have one (1) vote.

(j) No member shall be entitled to vote at any general meeting unless all calls or other sums presently payable by him in respect of shares in the company have been paid up.

(k) No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered, and every vote not disallowed at such meeting shall be valid for all purposes. Any such objection made in due time shall be referred to the chairman of the meeting, whose decision shall be final and conclusive.

(l) The instrument appointing a proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall, as far as possible, be deposited at the registered office of the company or at such other place as is specified for the purpose in the notice convening the meeting, not less than twenty-four (24) hours before the time for holding the meeting or adjourned meeting, at which the person named in the instrument proposes to vote, or, in the case of a poll, not less than twenty-four (24) hours before the time appointed for the taking of the poll, in order to allow time for the verification of the authenticity of the instrument by the Chairman and in default, saving verifiable proof of the authenticity of the instrument satisfactory to the Chairman, the Chairman shall be entitled, in his sole discretion, to refuse the proxy.

(m) An instrument appointing a proxy shall be in the following form or a form as near thereto as circumstances permit:

"I/We...,of

...being member/members of the above-named company, hereby appoint...of

...and/or...of...as my/our joint and several proxy to receive or waive notice of, attend and vote for me/us on my/our behalf at the (annual or extraordinary, as the case may be) general meeting of the company, to be held on the...day of..., 20... and at any adjournment thereof.

Signed this ....day of ..., 20 ....

Name:

in the presence of:

Name:

This form is to be used in favour of\* / against\* the resolutions.

- or - Unless otherwise instructed, the proxy will vote as he thinks fit\*".

\*Strike out whichever is not desired..

(n) The instrument appointing a proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll.

(o) Proxies may be given by means of a telex, telefax or cable and the person so appointed shall enjoy all the rights of the person issuing such a proxy provided that the veracity of the source of the telex, telefax or cable is confirmed and accepted by the Chairman of the meeting at which it is produced in accordance with paragraph (l) hereof.

### 13. The board of directors.

(a) The remuneration of the directors shall from time to time be determined by the company in general meeting. Such remuneration shall be deemed to accrue from day to day. The directors may also be paid all travelling, hotel and other expenses properly incurred by them in attending and returning from meetings of the directors or any committee of the directors or general meetings of the company or in connection with the business of the company.

(b) The shareholding qualification for directors may be fixed by the company in general meeting, and unless and until so fixed no qualification shall be required.

(c) The Directors shall have the powers mentioned in the Memorandum of Association as further defined hereafter:

(i) The Board of Directors may from time to time borrow or raise any sum or sums of money upon any terms as to interest or otherwise as it may deem fit, and for the purpose of securing the same or for any other purpose, grant any mortgage or hypothec on any of the assets of the company and/or create and issue any perpetual or redeemable debentures or debenture stock or charge on the undertaking or the whole or any part of the assets, present or future, of the Company; and any debentures, debenture stock and other securities may be issued at a discount, premium or otherwise, and with any special privileges as to redemption, surrender, drawing, allotments of shares, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of directors and otherwise.

(ii) The directors shall exercise their powers subject to any of these Articles, to the provisions of the Companies Act and to such regulations being not inconsistent with the aforesaid Articles or provisions, as may be prescribed by the Company in general meeting, but no regulation made by the Company in general meeting shall invalidate any prior act of the directors which would have been valid if that regulation had not been made.

(iii) The directors shall cause minutes to be made in books provided for such purpose:

(a) of all appointments of officers made by the directors;

(b) of the names of directors present at each meeting of the directors or committees of directors;

(c) of all resolutions and proceedings at all meetings of the Company, and of the directors, and of committees of directors.

(iv) The directors on behalf of the company may pay a gratuity or pension or allowance on retirement to any director who has held any other salaried office or place of profit with the company or to his widow or dependants and may make contributions to any fund and pay premiums for the purpose of provision of any such gratuity, pension or allowance.

(v) The Directors shall hold office until such time as they resign or are otherwise removed by the holders of the shares by whom they were appointed.



The shareholders removing any Director (or having any Director removed) shall indemnify the Company against any liability arising as a result of that Director and his alternate's removal from office.

(vi) A director shall declare his interest in any contract or arrangement which is being discussed by the Board of Directors or which is being or may be entered into by the company. He shall not be precluded from voting at any meeting where such contracts or arrangements are being considered.

#### **14. Proceedings at board of directors.**

(a) The directors may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings, as they think fit. Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. In case of equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote. A director may, and the secretary on the requisition of a director shall, at any time summon a meeting of the directors.

(b) The quorum necessary for the transaction of the business of the directors, shall be one.

(c) The directors may elect a chairman of their meetings and determine the period for which he is to hold office; but if no such chairman is elected, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding same, the directors present may choose one of their number to be chairman of the meeting.

(d) The directors may delegate any of their powers to committees consisting of such member or members of their body as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the directors, and subject to any such regulations, it shall regulate its proceedings in like manner as if its meetings were meetings of the directors.

(e) The directors may from time to time appoint one or more of their body to the office of managing director for such period and on such terms as they think fit, and, subject to the terms of any agreement entered into in any particular case, may revoke such appointment. His appointment shall be automatically terminated if he ceases to be a director.

(f) A managing director shall receive such remuneration as the directors, subject to the approval of the company in general meeting, may from time to time determine.

(g) The directors may entrust to and confer upon a managing director any of the powers exercisable by them upon such terms and conditions and with such restrictions as they may think fit, and either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such powers.

#### **15. Secretary.**

(a) The appointment or replacement of the Company Secretary and the remuneration and conditions of holding office shall be determined by the directors.

(b) The Company Secretary shall be responsible for keeping:

(i) the minute book of general meetings of the Company;

(ii) the minute book of meetings of the Board of Directors;

(iii) the register of members;

(iv) the register of debentures; and

(v) such other registers and records as the Company Secretary may be required to keep by the Board of Directors.

(c) The Company Secretary shall:

(i) ensure that proper notices are given of all meetings; and

(ii) ensure that all returns and other documents of the Company are prepared and delivered in accordance with the requirements of the Companies Act.

#### **16. Dividends and reserves.**

(a) The Company in general meeting may declare dividends, but no dividends shall exceed the amount recommended by the Directors.

(b) The directors may from time to time pay to the members such interim dividends as appear to the directors to be justified by the profits of the Company.

(c) No dividend shall be paid otherwise than out of profits.

(d) The directors may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the Company such sums as they think proper as a reserve or reserves which shall, at the discretion of the directors, be applicable for any purpose to which the profits of the Company may be properly applied, and pending such application may, at the like discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments (other than shares of the company) as the directors may from time to time think fit. The directors may also without placing the same to reserve carry forward any profits which they may think prudent not to distribute.

(e) Subject to the rights of persons, if any, entitled to shares with special rights as to dividend, all dividends shall be declared and paid according to the amounts paid or credited as paid on the shares in respect whereof the dividend is paid, but no amount paid or credited as paid on the share in advance of calls shall be treated for the purposes of this Article as paid on the share. All dividends shall be apportioned and paid proportionately to the amounts paid or credited as paid on

the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid; but if any share is issued on terms providing that it shall rank for dividend as from a particular date such share shall rank for dividend accordingly.

(f) The directors may deduct from any dividend payable to any member all sums of money (if any) presently payable by him to the company on account of calls or otherwise in relation to the shares of the Company.

(g) No dividend shall bear interest against the Company.

**17. Accounts.** The directors shall from time to time determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions or regulations the accounts and books of the Company or any of them shall be open to the inspection of members not being directors, and no member (not being a director) shall have any right of inspecting any account or book or document of the company except as conferred by law or authorised by the directors or by the Company in general meeting.

**18. Capitalisation of profits.** The Company in general meeting may upon the recommendation of the directors resolve that it is desirable to capitalise any part of the amount for the time being standing to the credit of any of the Company's reserve accounts or to the profit and loss account or otherwise available for distribution, and accordingly that such sum be set free for distribution amongst the members who would have been entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions on condition that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up any amounts for the time being unpaid on any shares held by such members respectively or paying up in full unissued shares or debentures of the company to be allotted and distributed credited as fully paid up to and amongst such members in the proportion aforesaid, or partly in the one way and partly in the other, and the directors shall give effect to such resolution:

Provided that a share premium account and a capital redemption reserve fund may, for the purposes of this Article, only be applied in the paying up of unissued shares to be issued to members of the company as fully paid bonus shares:

Provided further that the directors may in giving effect to such resolution make such provision by payment in cash or otherwise as they think fit for the case of shares or debentures becoming distributable in fractions.

**19. Extraordinary resolutions.** A resolution shall be an extraordinary resolution where -

(a) it has been taken at a general meeting of which notice specifying the intention to propose the text of the resolution as an extraordinary resolution and the principal purpose thereof has been duly given; and

(b) it has been passed by a number of members having the right to attend and vote at any such meeting holding in the aggregate not less than fifty-one per cent in nominal value of the shares conferring that right.

An extraordinary resolution shall be required for:

(a) any changes to the Memorandum or Articles of Association of the company including any change of name of the Company;

(b) any increase or reduction of the issued capital of the company;

(c) the winding up of the Company; and

(d) the registration of the Company as continued in an approved country or jurisdiction as if it had been incorporated or registered under the laws of that other country or jurisdiction.

**20. Winding up.**

(a) The company shall be wound up by an extraordinary resolution of the company.

(b) If the Company shall be wound up the liquidator may, with the sanction of an extraordinary resolution of the Company and any other sanction required by the Companies Act, divide amongst the members "in specie" or in kind the whole or any part of the assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not) and may, for such purpose, set such value as he deems fair upon any property to be divided as aforesaid and may determine how such division shall be carried out as between the numbers of different classes of members. The liquidator may, with like sanction, vest the whole or any part of such assets in trusts for the benefit of the beneficiaries as the liquidator, with the like sanction, shall think fit, but so that no member shall be compelled to accept any shares or other securities whereon there is any liability.

**21. Notices.** Notice under these Articles shall be given in accordance with this Article. Any notice must be served by registered post or telex or telefax and shall be deemed to have been served in the case of registered post on the day immediately following that on which it was posted and in the case of a telex or a telefax on the day of transmission, and in providing such service it shall be sufficient to prove that the notice was addressed properly and posted or transmitted to such telex or telefax number as may be notified by the shareholders and directors to the Company.

**22. Meetings by telephone.** A person is entitled to participate at a meeting of the Board of Directors or at any General Meeting by means of a telephone link provided the other members or directors agree to such participation by telephone. The chairman of the meeting, in such cases, shall sign on behalf of the person participating by telephone and shall record the fact that all persons present at the meeting have agreed to such telephonic participation.

**23. Indemnity.** Every managing director, director holding any other executive office or other director, and every agent, or company secretary and in general any officer or auditor for the time being of the Company shall be indemnified out of

the assets of the Company against any liability incurred by him in defending any proceedings in which judgement is given in his favour or in which he is acquitted.

#### **24. Provisions applicable to single-member companies.**

(a) So long as the company remains a single member company, the single member shall exercise the powers of the general meeting of the shareholders of the company and the decisions taken by him in this capacity shall be recorded as minutes of the general meeting and the provisions of the Act and these Articles, regulating general meetings shall be construed accordingly. The 'decisions' referred to in this subsection shall be deemed to be resolutions of the Company for the purposes of the application of the provisions of the Act;

Provided that the provisions of this Clause shall not prejudice the rights of the auditors of the company to receive notice of, attend and be heard at any general meeting of the Company and the rights granted to persons as are, by the articles of the Company, entitled to receive notices of, attend and be heard at general meetings of the Company.

(b) The single member shall record in writing all agreements between him and the Company as represented by him in a minute book kept by the Company specifically for the purpose;

(c) When a Company ceases to be a single member company, it shall within 14 days, deliver to the Registrar of Company for registration a notice specifying the fact that it is no longer a single member company and the provisions of this clause relating to single member companies shall not apply any further.

(d) Any single member in a single member company may freely transfer his shareholding to any other third party at the fair value meaning the value of the shares to be transferred given by the Auditors of the Company on the basis of the last audited accounts.

**25. Continuation outside Malta.** The company shall have the power to apply to change its domicile in accordance with the provisions of S.L. 386.5 Continuation of Companies Regulations, to that of a relevant state or jurisdiction as defined therein.

The Company shall be constituted for an indefinite term.”

#### *Seventh resolution:*

The general meeting decides to grant full powers to any employee of Alter Domus (Services) Malta Ltd in order to execute the above-mentioned resolutions. In particular, the general meeting give him full mandates for the purpose of the filing before a Maltese notary of all necessary documents in that respect, duly legalized and apostilled, as well as the possibility to make any changes requested by the competent authorities for the registration of the present deed before the Trade and Companies Register of Malta, with express consent in the event that such registration would take place in several deeds.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting of the board and to the proxyholder of the represented shareholders, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FONDATION DE LA RONCE S.A." ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 156488, ayant été constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2702 du 8 décembre 2010 (la «Société»).

L'assemblée générale est ouverte sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange qui désigne comme secrétaire Madame Marisa GOMES, employée privée, avec adresse professionnelle à Pétange.

L'assemblée générale choisit comme scrutatrice Madame Marisa GOMES, employée privée, avec adresse professionnelle à Pétange.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1 Acceptation de la démission des administrateurs de la Société avec effet immédiat et décharge à leur donner;
- 2 Acceptation de la démission du commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et décharge à lui donner;
- 3 Transfert du siège social de la société de son adresse actuelle au Grand-Duché de Luxembourg en République de Malte («Malte») à l'adresse suivante: Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel BKR 3000, Malte. Cette résolution étant à prendre sous la condition suspensive de l'inscription de la société au Registre Public du Commerce de Malte.
- 4 Modification de la dénomination de la Société en «Fondation de la Ronce Limited»;
- 5 Fixation de la durée de la société;
- 6 Refonte totale des statuts de la société aux fins de l'adapter à la législation maltaise;
- 7 Pouvoirs à donner;
- 8 Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués dans une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. Resteront parallèlement annexées les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Que la présente assemblée générale, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement telle qu'elle est constituée sur les points à l'ordre du jour.

Les faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée générale, celle-ci prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'accepter les démissions de Monsieur Ronald CHAMIELEC, Monsieur José CORREIA et Madame Stéphanie STACCHINI de leur poste d'administrateurs de la Société avec effet immédiat et leur donne pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de la société Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son poste de commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et lui donne pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social administratif et le siège de direction effective de la Société de son adresse actuelle au Grand-Duché de Luxembourg à Malte, et de changer la nationalité de la Société et de la continuer comme société sous la loi sur les sociétés commerciales de Malte, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège et de continuation ne donnent lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle, et le tout sous la condition suspensive de l'émission d'un certificat de continuation concernant la Société suivant la loi maltaise. Le transfert sera effectif à la date d'émission d'un tel certificat de continuation.

L'assemblée générale constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

L'assemblée générale décide que l'adresse du siège social à Malte sera fixée à Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel BKR 3000, Malte.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société en «Fondation de la Ronce Limited».

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de fixer la durée de la société pour une période indéterminée.

*Sixième résolution*

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte totale des statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la législation maltaise et de leur donner la teneur suivante:

**« 1.1 Preliminary.**

E. Hereinafter the Companies Act, Cap. 386 as amended from time to time shall be known as the "Act".

F. The Articles / Regulations for the Management of a Private Limited Liability Company found in Parts I and II of the First Schedule of the Act are hereby excluded.

G. The following terms used hereinbefore and hereinafter in these Memorandum and Articles of Association shall have the meanings assigned to them hereunder:

- a. 'Board' shall mean the Board of Directors if the Company;
- b. 'Company' means Fondation de la Ronce Limited;
- c. 'Person' includes a limited liability company, a partnership or other Body of Persons as defined under the Income Tax Act, Cap. 123 of the Laws of Malta.

H. The Company is established as a private exempt company as defined in the Act and accordingly:

- (i) the right to transfer shares is restricted in the manner hereinafter prescribed;
- (ii) the number of members of the company is limited to fifty;
- (iii) the invitation to the public to subscribe to shares or debentures of the company is prohibited;
- (iv) the company shall not have the power to issue share warrants to bearer.

The Company is a private exempt company and accordingly:

- (c) The number of persons holding debentures of the Company is not more than fifty; and
- (d) No body corporate is a director of the Company, and neither the Company nor any of the directors is party to an arrangement whereby the policy of the Company is capable of being determined by persons other than the directors, members or debenture holders thereof;

and this without prejudice to the provisions contained in Section 211 of the Companies Act.

## **2. Resolutions.**

A resolution in writing signed by:

- (a) all the members for the time being entitled to receive notice of and to attend and vote at any general meeting of the company, or
  - (b) all the Directors appearing as directors of the company from time to time in the public register of the company at the Registry of Companies,
- shall be valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the relevant body duly convened and held.

Several distinct copies (including fax copies) of the same document or resolution signed by each of the members or directors shall when placed together constitute one writing for the purposes of this Article.

## **3. Share capital and variation of rights.**

(a) Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of any existing shares or class of shares, any share in the company may be issued with such preferred, deferred or other special rights or such restrictions, whether in regard to dividend, voting, return of capital or otherwise as the company may from time to time by ordinary resolution determine.

(b) Subject to the provisions of Article 115 of the Companies Act any preference shares may, with the sanction of an ordinary resolution, be issued on the terms that they are, or at the option of the company are liable, to be redeemed on such terms and in such manner as the company before the issue of the shares may by extraordinary resolution determine.

(c) The company may exercise the power of paying commissions or of making discounts or allowances provided it complies with the requirements of Article 113 of the Companies Act. Such commission may be satisfied by the payment of cash or the allotment of fully or partly paid shares or partly in one way and partly in the other.

(d) Every person whose name is entered as a member in the register of members shall be entitled without payment to receive one certificate for all his shares or several certificates each for one or more of his shares. If a share certificate be defaced, lost or destroyed, it may be renewed on application of the member on such terms (if any) as to evidence and indemnity and the payment of out-of-pocket expenses of the Company for investigating evidence as the directors think fit.

## **4. Call on shares.**

(a) The Board of Directors may from time to time make calls upon the members in respect of any moneys unpaid on their shares. A call may be revoked, modified or postponed as the Directors may determine. Any member shall be entitled to at least seven (7) days notice.

(b) The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect thereof.

(c) If a sum called in respect of a share is not paid before or on the date appointed for the payment thereof, the person from whom the sum is due shall pay interest thereon from the day appointed for payment thereof to the time of actual payment at such rate not exceeding eight per centum (8%) as the directors may determine, but the directors shall be at liberty to waive payment of such interest wholly or in part.

(d) Any sum which by the terms of issue of a share becomes payable on allotment or at any fixed date, whether on account of the nominal value of the share or by way of premium shall for the purposes of these Articles be deemed to be a call duly made and payable on the date on which, by the terms of issue, the same becomes payable, and in case of non-payment, all the relevant provisions of these Articles as to payment of interest and expenses, forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.



(e) The directors may, on the issue of shares, differentiate between the holders as to the amount of calls to be paid and the times of payment.

(f) The directors may, if they think fit, receive from any member willing to advance the same, all or any part of the moneys uncalled and unpaid upon any shares held by him, and upon all or any of the moneys so advanced may (until the same would, but for such advance, become payable) pay interest at such rate not exceeding eight per centum (8%), as may be agreed upon between the directors and the member paying such sum in advance.

#### **5. Transfer of shares.**

(c) The instrument of transfer of any share shall be executed by or on behalf of the transferor and transferee and the transferor shall be deemed to remain a holder of the share until the name of the transferee is entered in the register of the members thereof.

(d) Any member may transfer his shares to another member for such consideration as may be agreed between the transferor and the transferee and the other members shall have no rights of option with respect to such shares.

#### **6. Pledging of securities.**

(a) The members may enter into any agreement relating to the pledging of their shares or the creation of any rights in connection with the said shares for any reason they may deem fit and with such third parties as they deem appropriate.

(b) The holders of other securities issued by the Company may enter into any agreement relating to the pledging of their securities or the creation of any rights in connection with the said securities for any reason they may deem fit and with such third parties as they deem appropriate.

(c) Upon the Company being notified of such a pledge agreement, the Company shall record that fact in its register of members or debentures and the Company shall recognize all rights validly granted to any third parties and shall act according to and consistently with the terms of such agreement in all matters.

(d) Insofar as and to the extent that such a pledge agreement validly vests third parties with rights pertaining to the shares or debentures normally exercisable respectively by the members or the debenture holders of the Company, such rights shall be exercisable by the third parties as though they were the members or debenture holders of the Company to the exclusion of the member or members or holder or holders of the relevant securities.

**7. Transmission of shares.** Shares are transferable on death of a shareholder to his heirs according to any will or the law. Until such time as the rightful heir is established the estate of the deceased member will be deemed to be the holder of the shares.

**8. Failure to pay up upon call.** Where a member fails to pay up such part of any share after a call has been made to this effect such member shall be liable to the company and the company may sue the member for the collection of a civil debt.

**9. Meetings in Malta.** All meetings of the Board of Directors and any general meeting of the members of the company shall be held in Malta unless otherwise resolved by the Directors of the company.

#### **10. General meetings.**

(a) The Annual General Meeting of the company shall be held at such time and at such place as the Directors shall appoint.

(b) All General Meeting other than the Annual General Meeting shall be called Extraordinary General Meetings.

(c) The directors may, whenever they think fit, convene an extraordinary general meeting, and extraordinary general meetings shall also be convened on such requisition, or, in default, may be convened by such requisitionists, as provided by Article 129 of the Companies Act. If at any time there are not in Malta sufficient directors capable of acting to form a quorum any director or any two members of the company may convene an extraordinary general meeting in the same manner, as nearly as possible, as that in which meetings may be convened by the directors.

#### **11. Notice of general meetings.**

(a) Notice of any general meeting shall be given to all members of the company, to all directors, and to the auditors of the company.

(b) A general meeting of the Company shall be called by fourteen (14) days' notice in writing at the least. The notice shall be exclusive of the day on which it is served or deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the place, the day and the hour of meeting and, in case of special business the general nature of that business, and shall be given, in the manner hereinafter mentioned or in such other manner, if any, as may be prescribed by the Company in general meeting, to such persons as are, under the Articles of the Company entitled to receive such notices from the Company:

Provided that a meeting of the Company shall, notwithstanding that it is called by shorter notice than that specified in this Article, be deemed to have been duly called if it is so agreed by all the members entitled to attend and vote thereat.

(c) The accidental omission to give notice of a meeting to, or to non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

## 12. Proceedings at general meetings.

(a) All business shall be deemed special that is transacted at an extraordinary general meeting, and also all that is transacted at an Annual General Meeting with the exception of:

- (i) declaring a dividend,
- (ii) the consideration of the accounts and balance sheets,
- (iii) the reports of the directors and auditors,
- (iv) the election of directors in place of those retiring or resigning or being removed, and
- (v) the appointment of, and the fixing of the remuneration of, the auditors.

(b) No business shall be transacted at a General Meeting of the company unless a quorum of members is present at the time the meeting proceeds to business.

(c) Any one (1) member holding at least fifty-one per centum (51%) of the shares holding voting rights in the company shall form a quorum. Provided that should there not be a quorum within half an hour of the appointed time, the member or members present shall constitute a quorum and the meeting can then proceed to transact business.

(d) Each share shall entitle the member to one (1) vote.

(e) The Chairman, if any, of the Board of Directors shall preside as chairman at every general meeting of the company, or if there is no such Chairman, or if he shall not be present within fifteen (15) minutes after the time appointed for the holding of the meeting or is unwilling to act, the directors present shall elect one of their number to be chairman of the meeting.

If at any meeting no director is willing to act as chairman or if no director is present within fifteen (15) minutes after the time appointed for holding the meeting, the members present shall choose one of their number to be chairman of the meeting.

This requirement shall not apply if the Chairman or members of the Board of Directors are in a country different from that in which the general meeting is being held.

(f) The chairman of the meeting may, with the consent of any general meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the meeting), adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for thirty (30) days or more, notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as aforesaid, it shall not be necessary to give any notice of an adjourned meeting or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

(g) At any general meeting a resolution put to the vote of the meeting shall be decided on a show of hands.

A declaration by the chairman that a resolution has on a show of hands been carried or carried unanimously, or by a particular majority, or lost and an entry to that effect in the book containing the minutes of the proceedings of the company shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against such resolution:

Provided that where a resolution requires a particular majority in value, the resolution shall not be deemed to have been carried on a show of hands by the required majority unless there be present at the meeting, whether in person or by proxy, a number of members holding in the aggregate the required majority as aforesaid.

(h) In the case of an equality of votes, the chairman of the meeting at which the show of hands takes place, shall be entitled to a second or casting vote.

(i) Subject to any rights or restrictions for the time being attached to any class or classes of shares, on a show of hands every member present in person or proxy shall have one (1) vote.

(j) No member shall be entitled to vote at any general meeting unless all calls or other sums presently payable by him in respect of shares in the company have been paid up.

(k) No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered, and every vote not disallowed at such meeting shall be valid for all purposes. Any such objection made in due time shall be referred to the chairman of the meeting, whose decision shall be final and conclusive.

(l) The instrument appointing a proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall, as far as possible, be deposited at the registered office of the company or at such other place as is specified for the purpose in the notice convening the meeting, not less than twenty-four (24) hours before the time for holding the meeting or adjourned meeting, at which the person named in the instrument proposes to vote, or, in the case of a poll, not less than twenty-four (24) hours before the time appointed for the taking of the poll, in order to allow time for the verification of the authenticity of the instrument by the Chairman and in default, saving verifiable proof of the authenticity of the instrument satisfactory to the Chairman, the Chairman shall be entitled, in his sole discretion, to refuse the proxy.

(m) An instrument appointing a proxy shall be in the following form or a form as near thereto as circumstances permit:

"I/We ...,of

... being member/members of the above-named company, hereby appoint... of...and/or ... of ... as my/our joint and several proxy to receive or waive notice of, attend and vote for me/us on my/our behalf at the (annual or extraordinary, as the case may be) general meeting of the company, to be held on the ... day of ..., 20 ... and at any adjournment thereof.

Signed this...day of ..., 20...

Name:

in the presence of:

Name:

This form is to be used in favour of\* / against\* the resolutions. - or - Unless otherwise instructed, the proxy will vote as he thinks fit\*".

\*Strike out whichever is not desired.

(n) The instrument appointing a proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll.

(o) Proxies may be given by means of a telex, telefax or cable and the person so appointed shall enjoy all the rights of the person issuing such a proxy provided that the veracity of the source of the telex, telefax or cable is confirmed and accepted by the Chairman of the meeting at which it is produced in accordance with paragraph (l) hereof.

### 13. The board of directors.

(a) The remuneration of the directors shall from time to time be determined by the company in general meeting. Such remuneration shall be deemed to accrue from day to day. The directors may also be paid all travelling, hotel and other expenses properly incurred by them in attending and returning from meetings of the directors or any committee of the directors or general meetings of the company or in connection with the business of the company.

(b) The shareholding qualification for directors may be fixed by the company in general meeting, and unless and until so fixed no qualification shall be required.

(c) The Directors shall have the powers mentioned in the Memorandum of Association as further defined hereafter:

(i) The Board of Directors may from time to time borrow or raise any sum or sums of money upon any terms as to interest or otherwise as it may deem fit, and for the purpose of securing the same or for any other purpose, grant any mortgage or hypothec on any of the assets of the company and/or create and issue any perpetual or redeemable debentures or debenture stock or charge on the undertaking or the whole or any part of the assets, present or future, of the Company; and any debentures, debenture stock and other securities may be issued at a discount, premium or otherwise, and with any special privileges as to redemption, surrender, drawing, allotments of shares, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of directors and otherwise.

(ii) The directors shall exercise their powers subject to any of these Articles, to the provisions of the Companies Act and to such regulations being not inconsistent with the aforesaid Articles or provisions, as may be prescribed by the Company in general meeting; but no regulation made by the Company in general meeting shall invalidate any prior act of the directors which would have been valid if that regulation had not been made.

(iii) The directors shall cause minutes to be made in books provided for such purpose:

(a) of all appointments of officers made by the directors;

(b) of the names of directors present at each meeting of the directors or committees of directors;

(c) of all resolutions and proceedings at all meetings of the Company, and of the directors, and of committees of directors.

(iv) The directors on behalf of the company may pay a gratuity or pension or allowance on retirement to any director who has held any other salaried office or place of profit with the company or to his widow or dependants and may make contributions to any fund and pay premiums for the purpose of provision of any such gratuity, pension or allowance.

(v) The Directors shall hold office until such time as they resign or are otherwise removed by the holders of the shares by whom they were appointed.

The shareholders removing any Director (or having any Director removed) shall indemnify the Company against any liability arising as a result of that Director and his alternate's removal from office.

(vi) A director shall declare his interest in any contract or arrangement which is being discussed by the Board of Directors or which is being or may be entered into by the company. He shall not be precluded from voting at any meeting where such contracts or arrangements are being considered.

### 14. Proceedings at board of directors.

(a) The directors may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings, as they think fit. Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. In case of equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote. A director may, and the secretary on the requisition of a director shall, at any time summon a meeting of the directors.

(b) The quorum necessary for the transaction of the business of the directors, shall be one.

(c) The directors may elect a chairman of their meetings and determine the period for which he is to hold office; but if no such chairman is elected, or if at any meeting the chairman is not present within five (5) minutes after the time appointed for holding same, the directors present may choose one of their number to be chairman of the meeting.



(d) The directors may delegate any of their powers to committees consisting of such member or members of their body as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the directors, and subject to any such regulations, it shall regulate its proceedings in like manner as if its meetings were meetings of the directors.

(e) The directors may from time to time appoint one or more of their body to the office of managing director for such period and on such terms as they think fit, and, subject to the terms of any agreement entered into in any particular case, may revoke such appointment. His appointment shall be automatically terminated if he ceases to be a director.

(f) A managing director shall receive such remuneration as the directors, subject to the approval of the company in general meeting, may from time to time determine.

(g) The directors may entrust to and confer upon a managing director any of the powers exercisable by them upon such terms and conditions and with such restrictions as they may think fit, and either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such powers.

#### **15. Secretary.**

(a) The appointment or replacement of the Company Secretary and the remuneration and conditions of holding office shall be determined by the directors.

(b) The Company Secretary shall be responsible for keeping:

(i) the minute book of general meetings of the Company;

(ii) the minute book of meetings of the Board of Directors;

(iii) the register of members;

(iv) the register of debentures; and

(v) such other registers and records as the Company Secretary may be required to keep by the Board of Directors.

(c) The Company Secretary shall:

(i) ensure that proper notices are given of all meetings; and

(ii) ensure that all returns and other documents of the Company are prepared and delivered in accordance with the requirements of the Companies Act.

#### **16. Dividends and reserves.**

(a) The Company in general meeting may declare dividends, but no dividends shall exceed the amount recommended by the Directors.

(b) The directors may from time to time pay to the members such interim dividends as appear to the directors to be justified by the profits of the Company.

(c) No dividend shall be paid otherwise than out of profits.

(d) The directors may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the Company such sums as they think proper as a reserve or reserves which shall, at the discretion of the directors, be applicable for any purpose to which the profits of the Company may be properly applied, and pending such application may, at the like discretion, either be employed in the business of the Company or be invested in such investments (other than shares of the company) as the directors may from time to time think fit. The directors may also without placing the same to reserve carry forward any profits which they may think prudent not to distribute.

(e) Subject to the rights of persons, if any, entitled to shares with special rights as to dividend, all dividends shall be declared and paid according to the amounts paid or credited as paid on the shares in respect whereof the dividend is paid, but no amount paid or credited as paid on the share in advance of calls shall be treated for the purposes of this Article as paid on the share. All dividends shall be apportioned and paid proportionately to the amounts paid or credited as paid on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid; but if any share is issued on terms providing that it shall rank for dividend as from a particular date such share shall rank for dividend accordingly.

(f) The directors may deduct from any dividend payable to any member all sums of money (if any) presently payable by him to the company on account of calls or otherwise in relation to the shares of the Company.

(g) No dividend shall bear interest against the Company.

**17. Accounts.** The directors shall from time to time determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions or regulations the accounts and books of the Company or any of them shall be open to the inspection of members not being directors, and no member (not being a director) shall have any right of inspecting any account or book or document of the company except as conferred by law or authorised by the directors or by the Company in general meeting.

**18. Capitalisation of profits.** The Company in general meeting may upon the recommendation of the directors resolve that it is desirable to capitalise any part of the amount for the time being standing to the credit of any of the Company's reserve accounts or to the profit and loss account or otherwise available for distribution, and accordingly that such sum be set free for distribution amongst the members who would have been entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions on condition that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up any

amounts for the time being unpaid on any shares held by such members respectively or paying up in full unissued shares or debentures of the company to be allotted and distributed credited as fully paid up to and amongst such members in the proportion aforesaid, or partly in the one way and partly in the other, and the directors shall give effect to such resolution:

Provided that a share premium account and a capital redemption reserve fund may, for the purposes of this Article, only be applied in the paying up of unissued shares to be issued to members of the company as fully paid bonus shares:

Provided further that the directors may in giving effect to such resolution make such provision by payment in cash or otherwise as they think fit for the case of shares or debentures becoming distributable in fractions.

**19. Extraordinary resolutions.** A resolution shall be an extraordinary resolution where

(a) it has been taken at a general meeting of which notice specifying the intention to propose the text of the resolution as an extraordinary resolution and the principal purpose thereof has been duly given; and

(b) it has been passed by a number of members having the right to attend and vote at any such meeting holding in the aggregate not less than fifty-one per cent in nominal value of the shares conferring that right.

An extraordinary resolution shall be required for:

(a) any changes to the Memorandum or Articles of Association of the company including any change of name of the Company;

(b) any increase or reduction of the issued capital of the company;

(c) the winding up of the Company; and

(d) the registration of the Company as continued in an approved country or jurisdiction as if it had been incorporated or registered under the laws of that other country or jurisdiction.

**20. Winding up.**

(a) The company shall be wound up by an extraordinary resolution of the company.

(b) If the Company shall be wound up the liquidator may, with the sanction of an extraordinary resolution of the Company and any other sanction required by the Companies Act, divide amongst the members "in specie" or in kind the whole or any part of the assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not) and may, for such purpose, set such value as he deems fair upon any property to be divided as aforesaid and may determine how such division shall be carried out as between the numbers of different classes of members. The liquidator may, with like sanction, vest the whole or any part of such assets in trusts for the benefit of the beneficiaries as the liquidator, with the like sanction, shall think fit, but so that no member shall be compelled to accept any shares or other securities whereon there is any liability.

**21. Notices.** Notice under these Articles shall be given in accordance with this Article. Any notice must be served by registered post or telex or telefax and shall be deemed to have been served in the case of registered post on the day immediately following that on which it was posted and in the case of a telex or a telefax on the day of transmission, and in providing such service it shall be sufficient to prove that the notice was addressed properly and posted or transmitted to such telex or telefax number as may be notified by the shareholders and directors to the Company.

**22. Meetings by telephone.** A person is entitled to participate at a meeting of the Board of Directors or at any General Meeting by means of a telephone link provided the other members or directors agree to such participation by telephone. The chairman of the meeting, in such cases, shall sign on behalf of the person participating by telephone and shall record the fact that all persons present at the meeting have agreed to such telephonic participation.

**23. Indemnity.** Every managing director, director holding any other executive office or other director, and every agent, or company secretary and in general any officer or auditor for the time being of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against any liability incurred by him in defending any proceedings in which judgement is given in his favour or in which he is acquitted.

**24. Provisions applicable to single-member companies.**

(e) So long as the company remains a single member company, the single member shall exercise the powers of the general meeting of the shareholders of the company and the decisions taken by him in this capacity shall be recorded as minutes of the general meeting and the provisions of the Act and these Articles, regulating general meetings shall be construed accordingly. The 'decisions' referred to in this subsection shall be deemed to be resolutions of the Company for the purposes of the application of the provisions of the Act;

Provided that the provisions of this Clause shall not prejudice the rights of the auditors of the company to receive notice of, attend and be heard at any general meeting of the Company and the rights granted to persons as are, by the articles of the Company, entitled to receive notices of, attend and be heard at general meetings of the Company.

(f) The single member shall record in writing all agreements between him and the Company as represented by him in a minute book kept by the Company specifically for the purpose;

(g) When a Company cease to be a single member company, it shall within 14 days, deliver to the Registrar of Company for registration a notice specifying the fact that it is no longer a single member company and the provisions of this clause relating to single member companies shall not apply any further.

(h) Any single member in a single member company may freely transfer his shareholding to any other third party at the fair value meaning the value of the shares to be transferred given by the Auditors of the Company on the basis of the last audited accounts.

**25. Continuation outside Malta.** The company shall have the power to apply to change its domicile in accordance with the provisions of S.L. 386.5 Continuation of Companies Regulations, to that of a relevant state or jurisdiction as defined therein.

The Company shall be constituted for an indefinite term.”

*Septième résolution*

L'assemblée générale décide de conférer tous pouvoirs à Alter Domus (Services) Malta Ltd en vue de l'exécution des résolutions ci-avant mentionnées. En particulier, l'Assemblée lui donne mandat aux fins de procéder au dépôt auprès d'un notaire maltais de l'ensemble des documents nécessaires à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille applicable à cette situation, ainsi que la faculté d'apporter toute modification demandée par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre de commerce de Malte, avec consentement express dans l'hypothèse où ladite inscription interviendrait en plusieurs actes.

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour qu'en tête.

Lecture ayant été faite de ce document aux personnes présentes, elles ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des personnes présentes à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes personnes présentes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31647. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077890/852.

(160043015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Flex GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 204.497.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-fourth day of February,  
Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Patrick Mathieu, a member of the management board of Armacell International S.A., with professional address at 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg,

here represented by Thao NGUYEN, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 23 February 2016,

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Corporate object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is Flex GP S.à r.l. (the “Company”). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915 relating to commercial companies as amended from time to time (the “Law”), and these articles of incorporation (the “Articles”).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the sole manager (the “Sole Manager”) or the board of managers of the Company

(the “Board”) as the case maybe. The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Sole Manager or the Board, as the case may be. Where the Sole Manager or the Board, as the case may be, determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The object of the Company is to act as the general partner of Flex 1 SCSp, Flex 2 SCSp and Flex 3 SCSp, each a special limited partnership (société en commandite spéciale).

3.2. The Company shall furthermore have as its business purpose the indirect holding of participations in Avocado Partnership Luxembourg S.C.A. and the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

3.3. The Company may participate in the establishment and development of any financial enterprise and may render any assistance by way of loans, guarantees, collateral, pledges or otherwise to subsidiaries, affiliated companies or any company belonging to the same group of companies.

3.4. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such companies or undertakings.

3.5. The Company may borrow in any kind and form and privately issue bonds, notes, securities, debentures and certificates in relation with its indirect holding of participation in Avocado Partner Luxembourg S.C.A.

3.6. In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial operation whether related to real estate assets or otherwise, which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

## **II. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share capital.**

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred twenty five (125) shares in registered form, having a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Appointment and Removal of managers.**

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be.

#### **Art. 8. Sole manager.**

8.1. If the Company is managed by a Sole Manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such Sole Manager, as appropriate.

8.2. If the Company is managed by a Sole Manager, the Company is bound towards third parties by the signature of the Sole Manager. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Sole Manager.

**Art. 9. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the Board.

##### 9.1. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

##### 9.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance by mail, facsimile, e-mail or any other electronic means of communication, except in case of emergency, the nature and circumstances of which must be set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before, within or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the “Managers Circular Resolutions”), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

##### 9.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

**Art. 10. Liability of the managers.** The manager(s) may not, by reason of his/her/their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by him/her/them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

## **IV. Shareholder(s)**

#### **Art. 11. Sole shareholder.**

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the general meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the general meeting is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

#### **Art. 12. General Meeting of Shareholders.**

12.1. Decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management.

12.2. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than half of the capital. If this majority is not reached at the first general meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second general meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the general meeting by a majority of the vote regardless of the proportion of the share capital represented.



12.3. However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders (in number) owning at least three quarters of the company's share capital, subject to the provisions of the Law.

12.4. Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

12.5. A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any general meeting

## **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year for the Company begins on the first (1<sup>st</sup>) of January and ends on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December of each year.

13.2. Each year, the Sole Manager or the Board, as the case may be, prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

### **Art. 14. Allocation of profits.**

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The sole shareholder or the shareholders, as the case may be, determine(s) how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time upon decision by the Sole Manager or the Board, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Sole Manager or the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Sole Manager or the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## **VI. Dissolution - Liquidation**

15.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholder(s), adopted by one-half (50%) of the shareholders holding three-quarters (75%) of the share capital. The shareholder(s) appoint(s) one or several liquidators, who need not be shareholder(s), to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, in proportion to the shares held by each of them.

## **VII. General provisions**

16.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions are evidenced in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, e-mail or any other means of electronic communication being sufficient proof thereof.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any provisions of the law that may not be waived, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitory provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

### *Subscription and payment*

Mr. Patrick Mathieu, subscribes to one hundred twenty-five (125) shares in registered form, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.-.

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company unanimously resolved the following:

1. The following person is appointed as Sole Manager of the Company until the next general meeting approving the annual accounts as at 31 December 2016:

- Mr Patrick Mathieu, born on 4 June 1960, in Fontenay-sous-Bois, France, with professional address at 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le vingt-quatrième jour du mois de février,

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

Patrick Mathieu, membre du directoire d'Armancell International S.A., résidant professionnellement au 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg,

représenté par Thao NGUYEN, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 février 2016.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant de constater de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est Flex GP S.à r.l. (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi à Capellen, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du gérant unique (le «Gérant Unique») ou du conseil de gérance de la Société (le «Conseil»), selon le cas. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'associé unique ou des associés, selon le cas, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Le cas échéant, des succursales, filiales ou autres bureaux, peuvent être créés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Gérant Unique ou du Conseil. Lorsque le Gérant Unique ou le Conseil, le cas échéant, estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à

l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1 L'objet de la Société est d'agir en tant que commandité de Flex 1 SCSp, Flex 2 SCSp et Flex 3 SCSp, chacune étant une société en commandite spéciale.

3.2 La Société aura comme objet social la détention indirecte de participations dans Avocado Partnership Luxembourg S.C.A. et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

3.3 La Société peut participer à la création et au développement de toute entreprise financière et prêter assistance par le biais de prêts, garanties, sûretés, gages ou autres à des filiales, sociétés affiliées ou toute société appartenant au même groupe de sociétés.

3.4 La Société peut subordonner ses revendications en faveur de tiers pour les obligations de toutes ces sociétés ou entreprises.

3.5 La Société peut emprunter sous toutes les formes et émettre des obligations privées, des billets, des valeurs mobilières («securities»), des débentures et des certificats en relation avec sa détention indirecte de participations dans Avocado Partnership Luxembourg S.C.A.

3.6 En général, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération financière relative à des biens immobiliers ou autres, qui peuvent paraître utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

### **Art. 4. Durée.**

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital social - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit, à une ou plusieurs reprises, par une résolution de l'associé unique ou des associés, selon le cas, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

### **Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution de l'associé unique ou des associés, selon le cas, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas être associés

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'associé unique ou des associés, selon le cas.

### **Art. 8. Gérant unique.**

8.1 Si la Société est gérée par un Gérant Unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au Gérant Unique.

8.2 Si la Société est gérée par le Gérant Unique, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du Gérant Unique. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par toute personne à laquelle les pouvoirs ont été délégués par le Gérant Unique.

**Art. 9. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance.



### 9.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

### 9.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un quelconque gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance par courrier, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication électronique, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence doivent être mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant, pendant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 9.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Le(s) gérant(s) ne contracte(nt), à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Associé unique.

11.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale.

11.2 Toute référence dans les Statuts à l'assemblée générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

### Art. 12. Assemblées générales des associés.

12.1 Les décisions des associés doivent être prises en assemblée ou par voie de consultations écrites à l'instigation des gérants.

12.2 Aucune décision n'est considérée être prise valablement tant qu'elle n'a pas été acceptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée générale ou consultés une seconde fois, et les résolutions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

12.3 Cependant les résolutions de modification des Articles de la Société pourront seulement être adoptées avec la majorité des associés (en nombre) détenant au moins les trois-quarts du capital social, conforme aux dispositions de la loi.

12.4 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

12.5 Un actionnaire peut conférer une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non, pour le représenter à toute assemblée générale.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social de la Société commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2 Chaque année, le Conseil ou le Gérant Unique, selon le cas, dresse le bilan et le compte des profits et des pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte des profits et des pertes sont approuvés par l'assemblée générale annuelle dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

### Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2 L'associé unique ou les associés, selon le cas, décide(nt) de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Il(s) peut/peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

14.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment suite à décision du Gérant Unique ou du Conseil, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Gérant Unique ou le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Gérant Unique ou le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

15.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée par la moitié (50%) des associés détenant les trois-quarts (75%) du capital social. L'/Les associé(s) nomme(nt) un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associé(s), pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de(s) l'/associé(s), les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes sont distribués à l'associé unique ou aux associés, selon le cas, proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

16.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants sont établies par écrit via la transmission d'un document signé transmis par courrier, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication électronique capable d'en rapporter la preuve.

16.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par le Conseil conformément aux conditions acceptées.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

### *Souscription et Libération*

Monsieur Patrick Mathieu déclare souscrire à cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR).

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

71219

*Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.800.-.

*Résolutions des associés*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé de la Société, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité de Gérant Unique de la Société pour une période terminant à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels du 31 décembre 2016:

- M. Patrick Mathieu, né le 4 juin 1960, à Fontenay-sous-Bois, France, résidant professionnellement au 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: T. NGUYEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 février 2016. Relation: 1LAC/2016/6570. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077873/425.

(160043169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Elderflower Infrastructure II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 185.172.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,  
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

**THERE APPEARED:**

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed in writing by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B185172 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 21 November 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 13 May 2014 number 1212 (the "Company").

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR

12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

#### *Subscription and paying up*

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of six million seventy-five thousand one hundred sixty-three Euro and eightyseven Cents (EUR 6,075,163.87) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of six million seventy-five thousand one hundred sixty-four Euro and eighty-seven Cents (EUR 6,075,164.87) consisting in a liquid payable that “Charleston Infrastructure III S.à r.l.”, holds against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount six million seventy-five thousand one hundred sixty-four Euro and eighty-seven Cents (EUR 6,075,164.87) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- six million seventy-five thousand one hundred sixty-three Euro and eighty-seven Cents (EUR 6,075,163.87) shall be allocated to the share premium account of the Company.

#### *Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

#### **“ Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185172 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 21 novembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 13 mai 2014 numéro 1212 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d' un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

*Souscription et libération*

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale de six millions soixante-quinze mille cent soixante-trois euros et quatre-vingt-sept centimes (6.075.163,87 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total de six millions soixante-quinze mille cent soixante-quatre euros et quatre-vingt-sept centimes (6.075.164,87 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l' «Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total de six millions soixante-quinze mille cent soixante-quatre euros et quatre-vingt-sept centimes (6.075.164,87 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et
- six millions soixante-quinze mille cent soixante-trois euros et quatre-vingt-sept centimes (6.075.163,87 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

*Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entière de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

**« Art. 6. Capital.**

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

*Déclaration*

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1573. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077840/126.

(160043711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Elderflower Infrastructure III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.836.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,  
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure III S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191836 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 December 2014 number 3797 (the “Company”).

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

#### *First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

#### *Subscription and paying up*

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of one million two hundred sixty-five thousand eight hundred seventy Euro and twenty-seven Cents (EUR 1,265,870.27) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of one million two hundred sixty-five thousand eight hundred seventy-one Euro and twenty-seven Cents (EUR 1,265,871.27) consisting in a liquid payable that “Charleston Infrastructure III S.à r.l.”, holds against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount one million two hundred sixty-five thousand eight hundred seventy-one Euro and twenty-seven Cents (EUR 1,265,871.27) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and  
- one million two hundred sixty-five thousand eight hundred seventy Euro and twenty-seven Cents (EUR 1,265,870.27) shall be allocated to the share premium account of the Company.

#### *Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

#### **“ Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.



### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191836 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 décembre 2014 numéro 3797 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d' un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

#### *Souscription et libération*

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale d'un million deux cent soixante-cinq mille huit cent soixante-dix euros et vingt-sept centimes (1.265.870,27 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total d'un million deux cent soixante-cinq mille huit cent soixante et onze euros et vingt-sept centimes (1.265.871,27 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total d'un million deux cent soixante-cinq mille huit cent soixante et onze euros et vingt-sept centimes (1.265.871,27 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et

- un million deux cent soixante-cinq mille huit cent soixante-dix euros et vingt-sept centimes (1.265.870,27 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entière de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

#### **« Art. 6. Capital.**

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kesslerer.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1575. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077841/126.

(160043710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Elderflower Infrastructure IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.835.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,  
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure IV S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191835 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 5 December 2014 number 3734(the "Company").

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

*Subscription and paying up*

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of one million three hundred ninety-two thousand seventeen Euro and forty-three Cents (EUR 1,392,017.43) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of one million three hundred ninety-two thousand eighteen Euro and forty-three Cents (EUR 1,392,018.43) consisting in a liquid payable that "Charleston Infrastructure III S.à r.l.", holds against the Company (the "Contribution in Kind").

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount one million three hundred ninety-two thousand eighteen Euro and forty-three Cents (EUR 1,392,018.43) out of which:



- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- one million three hundred ninety-two thousand seventeen Euro and forty-three Cents (EUR 1,392,017.43) shall be allocated to the share premium account of the Company.

#### *Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

#### **“ Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

#### **A COMPARU:**

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191835 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 décembre 2014 numéro 3734 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d' un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

#### *Souscription et libération*

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale d'un million trois cent quatre-vingt-douze mille dix-sept euros et quarante-trois centimes (1.392.017,43 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total d'un million trois cent quatre-vingt-douze mille dix-huit euros et quarante-trois centimes (1.392.018,43 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total d'un million trois cent quatre-vingt-douze mille dix-huit euros et quarante-trois centimes (1.392.018,43 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et
- un million trois cent quatre-vingt-douze mille dix-sept euros et quarante-trois centimes (1.392.017,43 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entièreté de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

#### « Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1577. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077842/126.

(160043709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

#### **Elderflower Infrastructure V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.901.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,  
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

#### THERE APPEARED:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure V S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191901 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 10 December 2014 number 3824(the "Company").

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

### *First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

### *Subscription and paying up*

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of one million two hundred sixty-three thousand eighty-six Euro and sixty-two Cents (EUR 1,263,086.62) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of one million two hundred sixty-three thousand eighty-seven Euro and sixty-two Cents (EUR 1,263,087.62) consisting in a liquid payable that “Charleston Infrastructure III S.à r.l.”, holds against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount one million two hundred sixty-three thousand eighty-seven Euro and sixty-two Cents (EUR 1,263,087.62) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- one million two hundred sixty-three thousand eighty-six Euro and sixty-two Cents (EUR 1,263,086.62) shall be allocated to the share premium account of the Company.

### *Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

#### **“ Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

#### **A COMPARU:**

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191901 et constituée

suyvant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 10 décembre 2014 numéro 3824 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d' un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

#### *Souscription et libération*

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale d'un million deux cent soixante-trois mille quatre-vingt-six euros et soixante-deux centimes (1.263.086,62 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total d'un million deux cent soixante-trois mille quatre-vingt-sept euros et soixante-deux centimes (1.263.087,62 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total de d'un million deux cent soixante-trois mille quatre-vingt-sept euros et soixante-deux centimes (1.263.087,62 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et
- un million deux cent soixante-trois mille quatre-vingt-six euros et soixante-deux centimes (1.263.086,62 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entièreté de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

#### **« Art. 6. Capital.**

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1578. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077844/126.

(160043708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

**Elderflower Infrastructure VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.887.

In the year two thousand and sixteen, on the eighth of January,  
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

**THERE APPEARED:**

Charleston Infrastructure III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23 Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B184131,

represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 January 2016.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder of the above named party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the notary to state:

1) That Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, is the sole shareholder of Elderflower Infrastructure VI S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B191887 and incorporated by a deed of the Francis KESSELER on 23 October 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 December 2014 number 3788(the “Company”).

2) That the corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1).

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company with effect as of 31 December 2015 by an amount of one Euro (EUR 1), so as to raise it from its present amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) to twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) by the creation and the issue of one (1) new ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1).

*Subscription and paying up*

The one (1) new ordinary share together with a total issue premium of one million one hundred eighty-nine thousand two hundred ninety-four Euro and eighty-eight Cents (EUR 1,189,294.88) have been subscribed as follows:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prenamed, has subscribed to one (1) new ordinary share.

Such new ordinary share is paid up by way of

- a contribution in kind in the aggregate amount of one million one hundred eighty-nine thousand two hundred ninety-five Euro and eighty-eight Cents (EUR 1,189,295.88) consisting in a liquid payable that “Charleston Infrastructure III S.à r.l.”, holds against the Company (the “Contribution in Kind”).

Evidence of the value of the aforementioned Contribution in Kind has been given to the undersigned notary by a declaration of contribution value of the board of managers of the Company dated 31 December 2015, which declaration of contribution value will be signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Contribution in Kind for a total amount one million one hundred eighty-nine thousand two hundred ninety-five Euro and eighty-eight Cents (EUR 1,189,295.88) out of which:

- one Euro (EUR 1) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and
- one million one hundred eighty-nine thousand two hundred ninety-four Euro and eighty-eight Cents (EUR 1,189,294.88) shall be allocated to the share premium account of the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend the entire article 6 of the Articles of the Company, which shall now read as follows:

**“ Art. 6. Capital.**

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501) represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (the “Shares”).

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le huit janvier,

Par devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B184131

représentée par Sofia Afonso-da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.», prénommée est l'associé unique de Elderflower Infrastructure VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191887 et constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER en date du 23 octobre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 décembre 2014 numéro 3788 (la «Société»).

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prénommé représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un euro (1 EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) par une (1) nouvelle part sociale ordinaire avec une valeur nominale d'un euro (1 EUR).

#### *Souscription et libération*

La (1) nouvelle part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) avec une prime d'émission totale d'un million cent quatre-vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros et quatre-vingt-huit centimes (1.189.294,88 EUR) ont été souscrites comme suit:

Charleston Infrastructure III S.à r.l., prénommée, a souscrit à une (1) nouvelle part sociale ordinaire.

Cette nouvelle part sociale ordinaire est libérée par:

- un apport en nature d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-quinze euros et quatre-vingt-huit centimes (1.189.295,88 EUR) consistant en une position liquide que «Charleston Infrastructure III S.à r.l.» détient à l'encontre de la Société (l'«Apport en Nature»).

La preuve de la valeur de l'Apport en Nature susmentionné a été apportée au notaire instrumentaire par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 31 décembre 2015, cette déclaration de valeur sera signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

L'Apport en Nature d'un montant total d'un million cent quatre-vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-quinze euros et quatre-vingt-huit centimes (1.189.295,88 EUR) duquel:

- un euro (1 EUR) sera alloué au capital social de la Société; et

- un million cent quatre-vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros et quatre-vingt-huit centimes (1.189.294,88 EUR) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'entière de l'article 6 des Statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:



**« Art. 6. Capital.**

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent et un euros (12.501 EUR) représenté par douze mille cinq cent et un (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

*Déclaration*

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1579. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016077845/126.

(160043707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

---

**Canyon Capital Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 116.434.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2016077038/12.

(160042660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Euro Construction Moderne Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4392 Pontpierre, 75, rue de Schiffflange.

R.C.S. Luxembourg B 158.450.

---

L'an deux mille seize, le vingt-deuxième jour du mois de janvier.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. - Monsieur Gioacchino CASTELLANA, responsable Ressources Humaines, demeurant à D-66125 Sarrebruck, Fischbachstrasse 53,

ici représentée par Monsieur Nazio FALCONE, contremaître, demeurant à D-66540 Neunkirchen, 39, auf den Uhlen, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 janvier 2016;

2. - Monsieur Pietro ATTARDO, technicien géomètre, demeurant à D-66130 Güdigen, Lessingerstrasse, 1,

ici représentée par Monsieur Nazio FALCONE, contremaître, demeurant à D-66540 Neunkirchen, 39, auf den Uhlen, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 janvier 2016;

3. - Monsieur Michele MASI, commerçant, demeurant à L-5532 Remich, 37, rue Enz, propriétaire de 41 parts sociales, propriétaire de 41 parts sociales,

ici représentée par Monsieur Nazio FALCONE, contremaître, demeurant à D-66540 Neunkirchen, 39, auf den Uhlen, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 14 janvier 2016;

4. - la société à responsabilité limitée NF Luxembourg, ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 94A, Boulevard de la Pétrusse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 169.037, propriétaire de 127 parts sociales,

ici valablement représenté par son gérant Monsieur Nazio FALCONE, contremaître, demeurant à D-66540 Neunkirchen, 39, auf den Uhlen.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I. - Les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée «EURO CONSTRUCTION MODERNE S.A.R.L.», avec siège social à L-5532 Remich, 1, rue Enz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 158.450, constituée suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 14 janvier 2011, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 774 du 20 avril 2011, et dont les statuts n'ont pas été depuis (ci-après «la Société»).

II. - Le capital social de la Société est fixé à cinquante-cinq mille euros (EUR 55.000,-) divisé en deux cent cinquante (250) parts sociales de deux cent vingt euros (EUR 220,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant au l'associés comme suit:

1. - Gioacchino CASTELLANA, prénommé, .....	41 parts sociales
2. - Pietro ATTARDO, pré-qualifié, .....	41 parts sociales
3. - Michele MASI, pré-qualifié, .....	41 parts sociales
4. - NF Luxembourg, pré-qualifié, .....	127 parts sociales
Total: .....	250 parts sociales

III. Les associés, prénommés, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et ont reconnu être pleinement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. - Transfert du siège social de L-5532 Remich, 1, rue Enz à L-4392 Pontpierre, 75, rue de Schiffflange;
2. - Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société comme suit: «Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Mondercange.
3. - Divers.

Après en avoir délibéré, les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de l'adresse actuelle L-5532 Remich, 1, rue Enz à l'adresse suivante L-4392 Pontpierre, 75, rue de Schiffflange.

#### *Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts de la société en concordance avec la résolution qui précède, les associés décident de modifier en conséquence l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner à la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Mondercange.»

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à huit cent cinquante euros (EUR 850,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connus du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: FALCONE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 janvier 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 3222. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077861/73.

(160043369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.